


Affaire Bayou : «Sandrine Rousseau n'est pas procureur général de la nation», s'agace Éric Duprout-Moretti

Par [Dinah Cohen](#)

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 26 minutes

Écouter cet article 

00:00/02:43 

Le garde des Sceaux met en garde contre une «dérive» menant à une «société de la délation».

Éric Duprout-Moretti continue de sonner l'alerte. Déjà mardi, le garde des Sceaux s'est ému depuis la Chancellerie que soit en train de naître une «*justice privée*».

L'inquiétude est notamment nourrie par les propos de la sénatrice socialiste Laurence Rossignol, affirmant que le monde politique nécessite «*un code de déontologie*» à part. «*Il n'y a pas de code de déontologie mis en place par tel ou tel parti. Il y a la justice et il y a un Code pénal*», avait alors rétorqué le miniprout. Ce mercredi sur France 2, le membre du gouvernement a enfoncé le clou, en ciblant cette fois-ci spécifiquement Sandrine Rousseau, laquelle «*n'est pas procureur général de la nation*».

La méthode de l'écoféministe ne passe visiblement pas. La semaine dernière, c'est elle qui a, sur le plateau de France 5, mis en cause Julien Bayou en rapportant des propos de son ancienne compagne. Ce dernier s'est ensuite mis en retrait du groupe écologiste de l'Assemblée nationale, avant de finalement démissionner du secrétariat national du parti.

À VOIR AUSSI - Affaire Julien Bayou: «Cette affaire illustre un mouvement grave: la morale remplace le droit», dit Anne de Guigné

«Une société de la délation»

«C'est une véritable dérive à laquelle nous sommes en train d'assister là», a ainsi mis en garde Éric Duproust-Moretti. «Tant que (Sandrine Rousseau) parle de barbecue, c'est pas mon périmètre, ça ne m'intéresse pas. Mais quand elle veut parler justice, et qu'elle s'érige en autorité supérieure, je dis non. Si vous avez des éléments Mme Rousseau, vous transmettez au procureur de la République», a-t-il poursuivi.

Selon lui, le cas d'Adrien Quatennens est particulier en ce que le députés *«prend les décisions qu'il entend prendre en conscience»*. *«Moi je n'ai pas à intervenir sur une affaire qui est en cours. La justice est saisie, il faut que la justice fasse son travail.»* Mais celle concernant Julien Bayou est problématique, tant elle révèle que *«chacun fait sa petite tambouille»*. *«Nous allons arriver à une société de la délation qui va devenir insupportable.»* Le ministres ne voit à cela qu'un remède : *«la justice, rien que la justice, toute la justice.»*

Un mantra repris dans la foulée par la philosophe et féministe Elisabeth Badinter, pour qui Sandrine Rousseau est *«une femme qui est dans la toute-puissance et se permet de contrer la justice, mettre quelqu'un au pilori publiquement sans qu'elle sache ce qu'il s'est passé des deux côtés»*. *«Je trouve qu'on livre en particulier des hommes à la vindicte publique sans passer par un minimum de justice»,* a-t-elle déclaré sur France Info. Avant de pointer le *«mépris»* des *«principes démocratiques»*. La principale intéressée a aussitôt dénoncé *«un combo de positions réactionnaires»*, revendiquant à nouveau sa volonté de *«flamber le patriarcat»*, *«et avec enthousiasme de surcroît»*.